

DE NOUVEAU LA PUTRIDE OEA

L'agence de presse allemande DPA a fait savoir hier que la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) de l'Organisation des États américains (OEA) avait adopté un rapport dans laquelle elle signalait que Cuba « a continué de transgresser » les droits fondamentaux en maintenant ses « restrictions » aux droits politiques et civils de la population, et qu'elle restait le « seul » pays de la région où il n'existait aucune liberté d'expression.

Existe-t-il donc une CIDH dans cette putride institution ? Oui, elle existe. Et quelle est sa mission ? Juger de la situation des droits de l'homme dans les pays membres de l'OEA. Les États-Unis sont-ils membres de cette organisation ? Oui, ils en sont même l'un des membres les plus honorables. La CIDH a-t-elle condamné une seule fois le gouvernement étasunien ? Non, jamais. Même pas les crimes génocidaires perpétrés par Bush qui ont coûté la vie à des millions de personnes ? Non, jamais, comment pourrait-elle commettre une telle injustice ! Même pas les tortures sur la base de Guantánamo ? Que je sache, pas un mot.

J'ai obtenu sur Internet le texte de l'accord contre Cuba. De l'ordure pure et simple ! Du commérage contre-révolutionnaire. Un long document, dans le style de ceux que concocte le département d'État, modèle politique et chef de l'OEA. Qu'il avait raison Raúl Roa, notre ancien ministre des Relations extérieures, de la taxer de ministère yankee des Colonies !

Je demande à cette institution indélicate : puisque vous nous avez expulsés pour avoir proclamé nos convictions et que nous ne sommes donc plus membres, de quel droit nous jugez-vous ? Feriez-vous pareil avec la République populaire de Chine, le Vietnam et d'autres pays qui ont affirmé comme nous leur adhésion aux principes marxistes-léninistes ?

Vous devriez savoir qu'il y a belle lurette que nous ne faisons plus partie de votre Église et que nous ne communions plus avec votre catéchisme. Nous partons de positions différentes. Au sujet de la liberté d'expression, je tiens à vous rappeler que notre pays ne reconnaît pas la propriété privée des moyens de communication. Ce sont toujours les patrons de ces médias qui décidaient de ce qui s'écrivait et par qui, de ce qui se transmettait ou ne se transmettait pas, de ce qui se projetait ou ne se projetait pas. Les analphabètes et les semi-analphabètes ne peuvent pas le faire. Pendant des centaines d'années, tout le temps que régna le colonialisme et que se développa le système capitaliste depuis l'invention de l'imprimerie, les quatre cinquièmes de la population ne savaient ni lire ni écrire, et l'éducation publique et gratuite n'existait pas.

Les médias modernes ont changé la donne. Aujourd'hui, seuls d'énormes investissements permettent de disposer des centres qui diffusent les nouvelles à

2

travers toute la planète et seuls ceux qui les manipulent décident de ce qui se divulgue et comment, de ce qui se publie et comment.

Les efforts que déploie le Pentagone pour monopoliser l'information et les réseaux d'Internet sautent aux yeux. On bloque l'accès de notre pays à ces sources. Il vaudrait mieux que la CIDH, au lieu que sa bureaucratie perde son temps et son argent à de telles sottises, analyse ces réalités et informe les pays latino-américains de dangers gravissimes qui menacent la liberté d'expression de tous les peuples de la planète.

Pour contester le rôle de Cuba sur ce terrain, vous devriez commencer par reconnaître sans ambages que notre nation a été celle qui a fait le plus pour l'éducation, la science et la culture au profit de tous les peuples de la planète et que son exemple est suivi aujourd'hui par d'autres gouvernements révolutionnaires et progressistes. Si vous en doutez, renseignez-vous donc auprès des Nations Unies.

Sur ce continent-ci, les pauvres n'ont jamais eu la moindre liberté d'expression, parce qu'ils n'ont jamais reçu une éducation de bonne qualité et que les connaissances étaient réservées aux élites privilégiées et bourgeoises. N'accusez pas maintenant le Venezuela, qui a tant fait pour l'éducation à partir de la Révolution bolivarienne, ni la République d'Haïti, abattue par la pauvreté, les maladies et les catastrophes naturelles, comme si c'étaient là les conditions idéales pour la jouissance de la liberté d'expression que vous proclamez. Faites donc ce que fait Cuba : aidez d'abord à former massivement des personnels de santé de qualité, dépêchez des médecins révolutionnaires dans les endroits les plus reculés du pays de façon à ce qu'ils contribuent avant tout à préserver la vie ; transmettez-leur des programmes et des expériences en éducation ; exigez que les institutions financières du monde développé et riche allouent des ressources pour bâtir des écoles, former des enseignants, produire des médicaments, développer l'agriculture et l'industrie, et après vous pourrez parler des droits de l'homme !

Fidel Castro Ruz
Le 8 mai 2009
12 h 14